



AVIS DE SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

Procédure restreinte internationale – Préqualification

Recrutement d'un Conseil juridique pour accompagner la BOAD dans le cadre de la structuration d'un emprunt obligataire adossé à un ou des prêts sous-jacents

AMI/003/2024/DRP/BOAD

I. DESCRIPTION DU PROJET

1. Type de marché

Marché à prix forfaitaire

2. Description du marché

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution communautaire dédiée au financement du développement dans les huit (08) Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les Etats concernés sont : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La BOAD a été créée en 1973 et est opérationnelle depuis 1976. En dehors de ses Etats membres et de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qui sont ses actionnaires régionaux, la BOAD a comme actionnaires : la République Française, la Chine, la Banque Africaine de Développement (BAD), le Royaume de Belgique, la Banque Européenne d'Investissement (BEI), l'Allemagne, l'Inde et le Royaume du Maroc.

L'institution dispose d'une notation internationale investment grade obtenue auprès des agences Fitch et Moody's ; elle bénéficie par ailleurs d'un statut de créancier privilégié reconnu par ses investisseurs et partenaires.

Le Plan Stratégique 2021-2025 de la BOAD, dénommé Plan DJOLIBA constitue le cadre de référence de toutes les interventions de l'institution. Dans le cadre dudit Plan, la Banque s'est fixée pour ambition d'être « *la Banque de référence, pour un impact durable sur l'intégration et la transformation de l'Afrique de l'Ouest* ».

Dans cette perspective, une croissance de 50% des financements est envisagée sur la période 2021-2025 par rapport au quinquennat précédent tout en veillant au respect des équilibres financiers et au maintien, voire l'amélioration, de la qualité du rating de la Banque.

Pour l'atteinte de cet objectif, sont notamment nécessaires *un renforcement des ressources financières, mais également une gestion active du bilan*. A ce titre, la Banque envisage de

développer un nouveau mécanisme visant à émettre des obligations adossées. Il s'agira d'émettre un titre de dette en représentation d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs sous-jacents (en l'occurrence les créances souveraines détenues par la BOAD, dans une première phase). Cette solution permettra un accès unique aux investisseurs à des créances souveraines qui bénéficient du statut de créancier privilégié de la BOAD. Elle offre ainsi un accès à un risque seniorisé par rapport aux émissions obligataires souveraines classiques. De plus, cela constitue une opportunité de diversification du portefeuille des investisseurs par des actifs BOAD (ciblés vers des projets de développement).

La BOAD entend déployer la méthode « originate to distribute » via un programme d'obligations adossées, en vue de renforcer son efficacité opérationnelle et l'impact de ses interventions. En vue de mieux apprécier la pertinence et la faisabilité de cette solution, il est envisagé d'exécuter une opération pilote.

Dans cette perspective, l'institution souhaite recruter un Conseil Juridique dont la mission sera d'accompagner la BOAD en tant qu'émetteur d'une obligation adossée sur le marché régional de l'UEMOA.

Il aura pour principal objectif de conseiller et d'assister la BOAD dans le cadre de la structuration juridique et réglementaire de l'opération pilote d'obligation adossée.

De manière spécifique, il s'agira de :

- La « legal due diligence » de l'opération et la revue des Term Sheet.
- L'analyse des dispositions réglementaires.
- La rédaction de la documentation juridique nécessaire à la mise en place et à la structuration de l'instrument.
- L'accompagnement dans la sélection des autres intervenants dans l'opération.
- L'accompagnement de la BOAD dans ses discussions et négociations avec les parties prenantes impliquées.
- L'accompagnement de la BOAD dans le cadre de l'obtention des autorisations réglementaires requises.
- L'émission des avis juridiques requis.
- Toutes autres tâches inhérentes à l'opération.

3. Nombre et intitulé des lots

Marché en lot unique.

4. Budget maximum

Trente-cinq millions (35 000 000) de francs CFA.

II. CONDITIONS DE PARTICIPATION

5. Eligibilité

La participation au marché est ouverte aux personnes morales (participant soit

individuellement, soit dans un groupement – consortium – de soumissionnaires) :

- (1) La participation à l'appel à manifestation d'intérêt est ouverte à toute personne morale d'un Etat éligible, conformément au Guide des Procédures d'Achats de la BOAD (disponible sur le site web https://www.boad.org/documents/guide_achats.pdf);
- (2) La participation à l'appel à manifestation d'intérêt est ouverte aux Organisations Internationales (par nature quel que soit le lieu où elles siègent). Les Organisations Internationales n'ont en effet à ce titre pas de nationalité. Ce sont des entités formées par au moins deux Etats et reconnues comme telles par un Etat tiers. Leur acte les définit comme non sujettes aux lois nationales du pays de leur Siège ;
- (3) La participation d'une entité inéligible entraînera l'élimination automatique de l'offre concernée.

6. Nombre d'offres

Une personne morale ne peut soumettre plus d'une offre, quelle que soit la forme de sa participation (soit individuellement, soit dans un groupement-consortium de soumissionnaires). Dans le cas où une personne physique ou morale soumettrait plus d'une offre, toutes les offres auxquelles cette personne participe sont éliminées.

7. Situations d'exclusion

Dans le formulaire de soumission, les soumissionnaires doivent soumettre une déclaration signée, incluse dans le formulaire standard de soumission, selon laquelle ils ne se trouvent dans aucune des situations visées au point 2.2.2 du Guide des Procédures d'Achats de la BOAD.

8. Possibilités de sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée.

III. CALENDRIER PREVISIONNEL DES OPERATIONS

9. Date prévue de commencement du marché

Les prestations doivent démarrer au plus tard le 15 janvier 2025.

10. Durée de mise en œuvre du marché

Les prestations sont prévues pour une durée de soixante (60) jours ouvrés, hors délai de validation par la Banque, à compter de la date de signature du contrat.

IV. CRITERES DE SELECTION ET D'ATTRIBUTION

11. Critères de sélection

Les critères de sélection suivants seront appliqués aux candidats. Dans le cas où les offres seront soumises par un consortium, ces critères de sélection s'appliqueront au consortium dans son ensemble :

1. Capacité économique et financière du soumissionnaire.

Dans le cas où le soumissionnaire est un organisme public, une information équivalente devrait être fournie (cf. formulaire de soumission).

- Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen (calculé sur les années 2021 à 2023) supérieur ou égal au budget maximum alloué sur le marché.
- Avoir la trésorerie et les équivalents de trésorerie de début et de fin d'exercice, globalement, excédentaires.

2. Capacité professionnelle du soumissionnaire

Le conseil sera un cabinet juridique disposant d'experts disposant d'une expérience avérée en lien avec l'objet de la mission et ayant déjà mené des missions en accompagnement d'établissements financiers en la matière.

3. Capacité technique du soumissionnaire

- Avoir réalisé avec satisfaction, au cours des (3) trois dernières années (2021 à 2023), au moins (3) services dans le cadre de la structuration juridique et règlementaire d'opération de levée de fonds sur les marchés financiers.
- Avoir une bonne connaissance du secteur bancaire et financier.
- Une bonne connaissance des institutions de financement du développement ainsi que de l'environnement économique et financier de l'UEMOA.

La liste des candidats présélectionnés comprendra entre 4 et 8 candidats.

Si plus de huit candidats éligibles satisfont aux critères de sélection énumérés ci-dessus, leurs points forts et leurs points faibles doivent être réexaminés afin d'établir un classement de leurs candidatures et identifier les huit meilleurs candidats ayant participé à la procédure. Les seuls critères de comparaison additionnels qui seront pris en considération dans le cadre de ce réexamen sont, dans l'ordre dans lequel ils figurent ci-après, les suivants :

- a) Le plus grand nombre de marchés de services qui satisfont au critère 3 ;
- b) La valeur cumulée la plus élevée de tous les marchés de services qui satisfont au critère 3.

N.B. : le premier critère de comparaison additionnel sera appliqué à tous les candidats éligibles qui satisfont aux critères de sélection. Si, après avoir appliqué le premier critère de comparaison additionnel, il n'est pas possible d'identifier les huit meilleurs candidats parce que deux candidats ou plus sont à égalité pour la 8^{ème} sélection, le second critère de comparaison additionnel ne s'appliquera qu'à ces candidats qui sont à égalité.

12. Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse. Ces critères ont trait à la qualité technique et au prix de l'offre.

V. SOUSSION DES MANIFESTATIONS D'INTERET

13. Date limite de réception des manifestations d'intérêt

La date limite pour la réception des manifestations d'intérêt est prévue pour le 21 octobre 2024.

14. Modalités de présentation des manifestations d'intérêt et renseignements à fournir

Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en utilisant le formulaire de soumission disponible sur le site web www.boad.org/avis-appel-manifestation/.

15. Informations complémentaires et modalités d'envoi des manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés peuvent solliciter et obtenir des informations complémentaires sur la mission, entre 8h30 et 16h30 (GMT), auprès de la BOAD, par mail à l'adresse salou@Boad.org, avec copie à jdiabate@boad.org et dbassa@boad.org.

Les candidats intéressés par le présent appel à manifestation d'intérêt sont invités à envoyer leurs dossiers, en français, par courriel (au format PDF) en précisant l'objet « Réponse à l'avis d'appel à manifestation d'intérêt – AMI/003/2024/DRP/BOAD », au plus tard le 21 octobre 2024 à 16h30 (GMT) à l'adresse salou@Boad.org, avec copie à jdiabate@boad.org et dbassa@boad.org.

S'ils le souhaitent, les candidats peuvent envoyer une copie physique de leurs dossiers sous plis fermés portant l'adresse ci-dessous, en indiquant la référence de l'Avis à Manifestation d'Intérêt en caractère bien lisible en français, avant la date limite du 21 octobre 2024 à 16h30 (GMT) :

*Monsieur le Directeur du Département Relation Investisseurs et Planification
Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)
68, avenue de la libération
BP 1172 Lomé –Togo*

Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt – Référence N° AMI/003/2024/DRP/BOAD.

En cas de divergence entre la version électronique et la version physique, la version électronique fait foi.

Les manifestations d'intérêt reçues après la date et l'heure limite susvisées ne seront pas examinées.

La BOAD respecte pour la mise en œuvre de cet appel, la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement de l'Union européenne n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Ainsi, et dans le cadre des envois électroniques des offres, toutes les données à caractère personnel seront traitées uniquement aux fins du présent appel d'offres, et pourront également être transmises aux organes chargés d'une mission de contrôle ou d'inspection. Le soumissionnaire dispose d'un droit d'accès aux données à caractère personnel le concernant, de même que d'un droit de rectification de ces données. Toute question du soumissionnaire, relative au traitement de données à caractère personnel le concernant, peut être adressée à la BOAD.

16. Débriefing

Tout consultant qui souhaite connaître les raisons pour lesquelles sa proposition n'a pas été retenue doit en faire la demande. La Banque communiquera dans les plus brefs délais par écrit l'explication du rejet de la proposition. Si le soumissionnaire fait la demande d'assister à une réunion de débriefing, il devra en assumer tous les coûts.

17. Langue

Toutes les communications par écrit pour cette procédure d'appel à manifestation d'intérêt et

ce marché doivent être en français.

18. Base juridique

Le guide des Procédures d'Achats de la BOAD, disponible sur le site web https://www.boad.org/documents/guide_achats.pdf.

N.B: La BOAD se réserve le droit de ne pas donner suite au présent Avis de sollicitation de Manifestation d'Intérêt (AMI).

Lomé, le 27 septembre 2024



Soumana ALOU HAROUNA
*Directeur du Département Relation
Investisseurs et Planification*

FORMULAIRE DE SOUMISSION D'UNE MANIFESTATION D'INTERET

Procédure restreinte internationale

Intitulé du marché : Recrutement d'un Conseil juridique pour accompagner la BOAD dans le cadre de la structuration d'un emprunt obligataire adossé à un ou des prêts sous-jacents

AMI/003/2024/DRP/BOAD

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous soumettre notre manifestation d'intérêt, pour u, accompagnement de la BOAD dans le cadre de la structuration d'une obligation adossée à un prêt sous-jacent. Nous vous soumettons notre manifestation d'intérêt en association avec : [*Insérer le nom complet et l'adresse de chaque entité associée ou la mention « non applicable » s'il s'agit d'une entité unique*].

Nous déclarons par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans la présente manifestation d'intérêt sont authentiques et nous acceptons que toute déclaration erronée y apparaissant puisse entraîner notre exclusion.

Notre candidature, ainsi que tous sous-traitants ou associés intervenant en rapport avec une quelconque partie du Marché, ne tombent pas sous les conditions d'exclusion du point 2.2.2 du *Guide des Procédures d'achats de la BOAD*.

Nous nous engageons à ne pas octroyer ou promettre d'octroyer à toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la procédure de passation du marché un avantage indu, pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, en vue d'obtenir le marché. Nous nous engageons également à respecter les politiques et procédures de la BOAD relatives à la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption, disponibles sur son site web (www.boad.org/politiques-procedures-directives/).

Veillez agréer, Madame/Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité : [*Complète et initiales*] _____

Nom et titre du signataire : _____

Nom et adresse du cabinet du Candidat : _____

Un original signé du présent formulaire de soumission doit être joint à la manifestation d'intérêt. Les annexes au présent formulaire de soumission, à savoir les preuves, peuvent être des originaux ou des copies. Si ce sont des copies qui sont fournies, les originaux doivent être délivrés à la BOAD lorsque celle-ci le requiert.

1- MANIFESTATION D'INTERET SOUMISE PAR (identité du soumissionnaire)

	Nom(s) et adresses(s) de l'entité ou des entités juridique(s) soumettant la présente offre	Nationalité
Chef de file		
Membre		
Etc.		

2- PERSONNE À CONTACTER (pour la présente offre)

Nom	
Organisation	
Adresse	
Téléphone	
Adresse électronique	

3- CAPACITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Veuillez compléter le tableau « Données financières » suivant à partir de vos comptes annuels.

DONNEES FINANCIERES	Exercice 2021 FCFA	Exercice 2022 FCFA	Exercice 2023 FCFA	Moyenne FCFA des trois années
Chiffre d'affaires annuel, à l'exclusion du présent marché				
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice				
Flux net de trésorerie lié / (consacré) aux activités productives, aux opérations d'investissement et de financement à l'exclusion des futurs marchés				
Flux net de trésorerie lié/(consacré) aux futurs marchés, à l'exclusion du présent marché				
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice [somme des trois lignes précédentes]				

N.B. Prière de joindre les éléments justificatifs.

4- EFFECTIFS

Prière d'indiquer les renseignements suivants pour les deux exercices précédents et pour l'exercice en cours.

Effectif moyen	Avant-dernier exercice		Dernier exercice		Exercice en cours	
	Total général	Total pour les domaines en rapport avec le marché	Total général	Total pour les domaines en rapport avec le marché	Total général	Total pour les domaines en rapport avec le marché
Personnel permanent						
Autre personnel						
Total						
Personnel permanent en pourcentage de l'effectif total (%)	%	%	%	%	%	%

5- DOMAINES DE SPÉCIALISATION

Veillez utiliser le tableau ci-dessous pour indiquer les domaines de spécialisation pertinents en rapport avec le présent marché de chaque entité juridique soumettant la présente offre, en inscrivant ces domaines en tête de chaque ligne et le nom de l'entité juridique en tête de chaque colonne. Cochez alors la/les case(s) correspondant au(x) domaine(s) de spécialisation dans le(s)quel(s) chaque entité juridique possède une expérience significative. [10 domaines au maximum].

	Chef de file	Membre 2	Membre 3	Etc.
Spécialisation pertinente n 1				
Spécialisation pertinente n°2				
Etc.				

6- EXPÉRIENCE

Veillez compléter le tableau ci-dessous pour résumer les principaux projets pertinents en rapport avec le marché qui ont été menés à bien au cours des 3 dernières années (2021, 2022 et 2023) par l'entité ou les entités juridique(s) soumettant ladite offre. Le nombre de références fournies ne doit pas excéder 15 pour l'ensemble de la manifestation d'intérêt.

Réf. n° (maximum 15)	Intitulé du projet		...					
Nom de l'entité juridique	Pays	Montant total du projet (en FCFA)	Part obtenue par l'entité juridique (%)	Quantité de personnes fournies	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des membres éventuels du consortium
...
Description détaillée du projet						Nature des services fournis		
...						...		



N.B. Prière de joindre les attestations/certificats de bonne fin délivrés par les clients.

Nom et prénom : <.....>

Dûment autorisé à signer cette offre au nom :

<.....>

Lieu et date : <.....>

Sceau de la société